

Coopération : le BRGM, partenaire clé de l'Afrique

Créé en 1959, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) est l'établissement public français de référence pour les applications des sciences de la Terre. Une expertise reconnue, que l'institution exporte notamment sur le continent via plusieurs programmes clés. Responsable des relations internationales institutionnelles à la direction générale du BRGM, Jean-Claude Guillaneau précise dans cet entretien ces différentes initiatives.

PROPOS RECUEILLIS PAR ERWAN FAUST



Forbes Afrique : Pouvez-vous nous présenter brièvement le BRGM ?

JEAN-CLAUDE GUILLANEAU : Le BRGM est le service géologique national français et à ce titre, notre activité recouvre un large champ d'actions et d'objectifs : compréhension des phénomènes géologiques, production de données relatives à la gestion des sols et sous-sols, développement de méthodologies et de techniques destinées à des besoins spécifiques (prévention des risques et des pollutions, stratégies de gestion des ressources...). Ce périmètre étendu d'interventions fait aujourd'hui de nous le premier service géologique européen. Nous participons par ailleurs à nombre d'initiatives réalisées à l'international, notamment en Afrique.

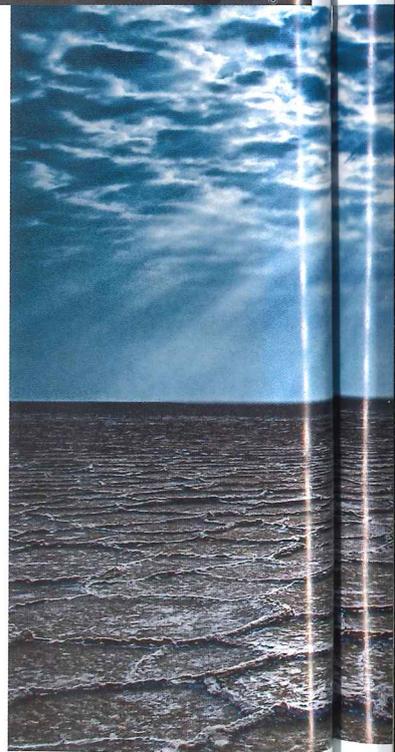
Concrètement, quels types d'actions menez-vous sur le continent ?

J-C. G. : Une partie de notre activité porte sur l'offre d'expertise géologique à des acteurs

publics tels que les services géologiques africains, mais nous travaillons aussi avec des opérateurs miniers privés. Sur un autre registre, nous avons également collaboré avec l'UNESCO pour sélectionner les 100 premiers sites du patrimoine géologique mondial, nombre d'entre eux étant situés en Afrique. Au vu de leur potentiel impact et de leur ambition continentale, les initiatives AfricaMaVal et PanAfGeo sont toutefois nos engagements les plus significatifs sur le continent à l'heure actuelle.

Pourriez-vous nous préciser la nature de ces deux programmes ?

J-C. G. : S'agissant du projet AfricaMaVal, financé par l'Union européenne et que nous coordonnons depuis son lancement l'année dernière, celui-ci part d'un constat simple : nombre de matières premières qualifiées de « critiques » (bauxite, cobalt, lithium, graphite...) ont une importance économique essentielle tout en présentant



©BRGM-AUDREY BAILS

«Nous sommes en premier lieu au service de la coopération euro-africaine»

des risques liés à leur approvisionnement. En réponse, AfricaMaVal vise à développer des partenariats entre l'Union européenne et l'Afrique afin d'assurer un approvisionnement responsable pour l'industrie européenne, tout en garantissant un codéveloppement durable sur l'ensemble des chaînes de valeurs africaines. De fait, sur ce dernier volet, notre objectif est d'établir à terme une liste de 100 opportunités d'investissements responsables dans les chaînes de valeur concernées, au niveau local.

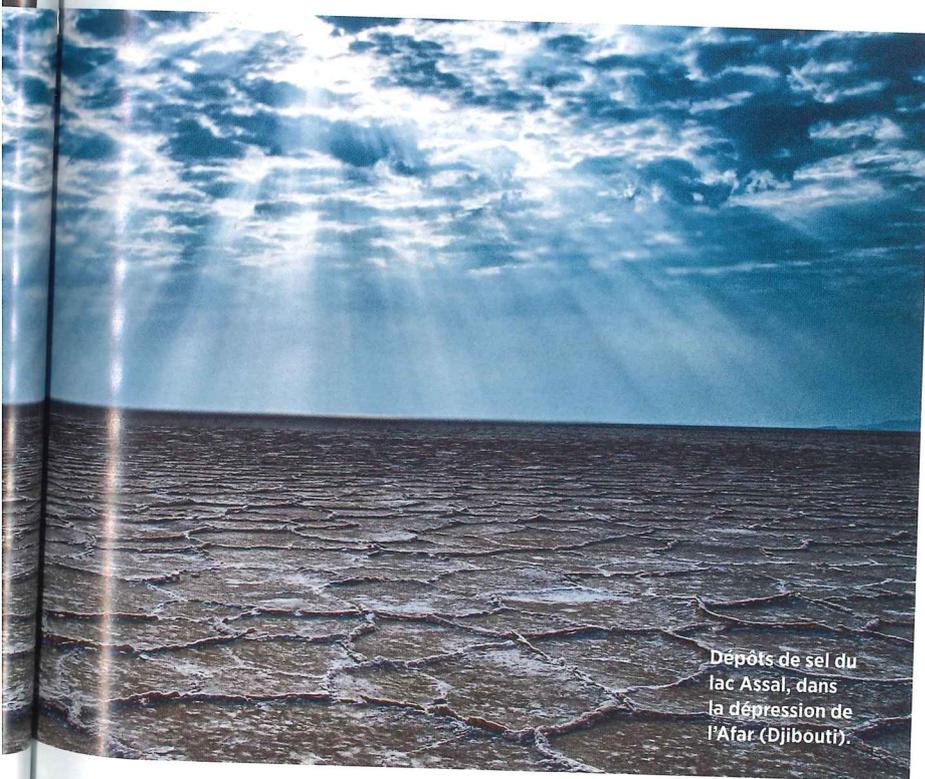
L'autre initiative majeure que nous soutenons est le programme PanAfGeo-2 (Pan-African Support to Geological Sciences and Technology Africa-EU Partnership), qui se concentre sur la fourniture de formations panafricaines dans une variété de domaines géoscientifiques. Le projet, notamment coordonné par l'Organisation des services géologiques africains (OAGS) et l'Association des services géologiques européens – EuroGeoSurveys – a pour objectif de renforcer l'expertise locale dans le domaine des géosciences. À ce jour, plus de 1100 personnes originaires de 49 pays du continent ont bénéficié des formations dispensées par ce programme.

Présent de longue date sur le continent, vous connaissez parfaitement les différentes filières minières africaines. Quelle est votre analyse du secteur, pris dans son ensemble ?

J-C. G. : À l'échelle du continent, il y a bien évidemment une hétérogénéité des situations observées. L'Afrique australe s'en sort assurément bien, de même que l'Afrique du Nord ; deux régions où la situation est dans l'ensemble satisfaisante. À l'inverse, d'autres espaces sont plus problématiques, à l'image de la Corne de l'Afrique ou de certaines zones d'Afrique de l'Ouest et centrale, marquées par l'insécurité (Mali, RDC, Centrafrique...). Il est cependant bon de rappeler qu'une juste compréhension des filières minières en Afrique ne saurait se réduire à une analyse comparative par région, et qu'une lecture des enjeux par substance minérale est aussi opportune. Dans les faits, les dynamiques à l'œuvre sont foncièrement différentes selon qu'on parle de minerais de cobalt, de fer ou de coltan.

Pour conclure, comment définiriez-vous la ligne directrice du BRGM en Afrique ? Instrument de la puissance publique française, et au-delà des ambitions européennes, quel objectif visez-vous *in fine* sur le continent ?

J-C. G. : La nature variée de nos initiatives sur le continent ne saurait faire oublier qu'elles ont toutes un point commun : la volonté de donner l'autonomie de décision aux différents pays et instances africains. Nous sommes en premier lieu au service de la coopération euro-africaine. De ce point de vue, l'exemple précité du programme PanAfGeo, avec son parti pris de former selon les meilleurs standards les futurs cadres africains dans le domaine géologique, est une parfaite illustration de cette volonté. Plus largement, l'objectif d'une institution telle que la nôtre est de faire en sorte que la valeur ajoutée apportée par les actions engagées (formations, études réalisées...) profite en premier lieu à nos partenaires africains. C'est tout le sens de notre engagement pérenne auprès d'institutions telles que l'Organisation des services géologiques africains (OAGS) et l'African Minerals Development Center (AMDC), dont l'objectif est de mettre en œuvre la vision minière de l'Afrique portée par l'Union africaine. **E**



Dépôts de sel du lac Assal, dans la dépression de l'Afar (Djibouti).